

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU SUD-KIVU
VILLE DE BUKAVU



ACTIONS POUR LA JUSTICE, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT

AJPD-RDC, a.s.b.l

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITES
EXERCICE 2016

Organisation Non Gouvernementale de promotion de la justice, de protection des droits humains, d'éducation citoyenne à la Paix et à la démocratie pour un développement durable

1. SOURCE DU RAPPORT

Période couverte par le rapport : 1^{er} janvier – 31 décembre 2016 (quatre trimestres)

Province et zone d'intervention : Sud-Kivu (ville de Bukavu et territoire de Kabare).

Nom, fonction et coordonnées du (de la) responsable de production du rapport : Maitre Honoré IMANI NKOMERE, coordinateur, Tél : +243 840 930 332, E-mail: honoremn@gmail.com

Nom, fonction et coordonnées du (de la) représentant (e) de l'organisation : Maitre MUSHAGALUSA BALAGIZI Potine, Président du Conseil d'Administration, téléphone : +243 850 752 934, ajpdsudkivu@gmail.com

2. CONTEXTE GLOBAL ET JUSTIFICATION

L'instabilité sociopolitique en République Démocratique du Congo déclenchée par le génocide au Rwanda depuis les années 1994 a occasionné d'énormes pertes en vies humaines et en biens matériels dont l'évaluation reste incommensurable. Cela a très vite conduit à la déstructuration des valeurs et des comportements des citoyens congolais et de tous les pays de la sous-région caractérisés par la violence et l'intolérance et la haine. Ceci prolifère des conflits de tout genre dont les plus illustratifs sont ceux identitaires, intra et interpersonnels, intra ou intercommunautaires. Dans une telle situation chaotique le pouvoir public est souvent incapable d'assurer la sécurité des citoyens en restaurant son autorité sur l'ensemble du territoire déchiré par des troubles pluridimensionnels.

Dans un tel contexte où rien n'est contrôlé par le pouvoir, la circulation des armes légères entre les mains des civils et des groupes armés s'est imposée comme une culture dans société congolaise avec comme corollaires des violations massives et répétitives des droits humains.

Face au problème, l'organisation ACTIONS POUR LA JUSTICE, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT a mis en place depuis Septembre 2015 dans le territoire de KABARE, des structures communautaires visant à faciliter des rencontres et échanges régulières entre les membres de la communauté. Ces structures sont communément appelées des mutuelles de solidarité qui sont des groupes hétérogènes au sein desquels on retrouve des femmes, des hommes et des jeunes de différentes sensibilités, tribus et communautés qui s'acceptent mutuellement en s'unissant au tour des affinités diverses dans le but de s'offrir un cadre permanent de dialogue, de prévention et de résolution des conflits.

A travers une approche communautaire les animateurs conscientisent les cadres de base pour les faire comprendre la pertinence de créer des telles structures dans

leurs entités en vue de restaurer et promouvoir la paix, de prévenir et résoudre de conflits entre les personnes et les communautés mais aussi en fin d'impliquer les membres dans leur autonomisation. Les mutuelles de solidarité ainsi expérimentées, avec des grands succès, s'aperçoivent comme des outils incontournables dans la préservation de la paix, dans la prévention, résolution ou transformation des conflits et dans l'autonomisation des membres pour leur développement.

Ces mutuelles de solidarité (MUSO) offre aujourd'hui un véritable cadre aux bénéficiaires dans des activités de prévention des conflits et de maintien de la paix au niveau local.

Elles offrent en plus à l'organisation la possibilité d'éveiller la conscience des membres de la communauté sur leur autonomisation car, réunis régulièrement, les membres effectuent des petites cotisations dans des caisses pour ensuite s'octroyer des microcrédits. Dans chacune de 35 mutuelles de solidarité qu'accompagne aujourd'hui AJPD-RDC dans la ville de Bukavu (11) et dans le territoire de Kabare (24) le développement du système d'épargne-crédit permet à ces jours aux membres de monter des activités génératrices de revenu après. Ceci est une grande réponse aux besoins matériels des milliers des personnes vulnérables déplacées qui jonchent aujourd'hui les rues dans la ville de Bukavu et dans le territoire de Kabare après des avoir été systématiquement pillées et contraintes au déplacement en faveur des groupes armés et des voleurs à mains armées.

Ce rapport annuel est scruté sur trois plans ci-dessus :

2. a. Sur le plan sécuritaire

La province du Sud-Kivu en général et la zone d'intervention d'AJPD-RDC (territoire de Kabare et ville de Bukavu) en particulier fait face à l'activisme des groupes armés et des assassinats ciblés. Dans la chefferie de NIDJA (partie nord-ouest du territoire de Kabare) les éléments du groupe armé RAI-MUTOMBOKI cher à monsieur KIKUNI JURISTE (pseudonyme), ont depuis le mois de Février à Juillet 2016 attaqué les positions des éléments d'autres RM existant à NINDJA.

Ceci car les éléments de Juriste KIKUNI se réclament être les originaux des Raia Mutomboki (ceux en provenance de SHABUNDA) et que d'autres ne sont que des pirates qui veulent mettre à nue leurs forces mystiques.

Depuis le mois de Janvier le phénomène de vol à main armé mené contre des bradeurs de la monnaie nationale (francs congolais) en devises étrangères. Cette forme de criminalité a causé 3 cas d'assassinats, 6 cas des blessés graves par balle d'une importante somme d'argent emporté par les malfrats qui sont des jeunes civils délinquants détenant illégalement des armes légères et munitions.

Dans la partie sud du territoire de Kabare, il ne se passe plus une semaine sans que l'on enregistre des cas de pillage, de tortures orchestrées par des civils à mains

armés qui opèrent en complicité avec des éléments des forces armées et de la police nationale.

2. b. Sur le plan humanitaire

Suite à l'activisme des éléments du groupe armé Raia Mutomboki des mouvements non recensés de la population s'observe dans la partie sud et centre du territoire de Kabare sans aucune assistance. Ceci est à l'origine du surpeuplement même de la ville de Bukavu.

Les familles d'accueil se retrouvent aujourd'hui asphyxiées par des lourdes charges alimentaires.

Généralement cette situation s'accroît dans la plaine de Ruzizi (Kamanyola et Katogota) où la population est en train d'accueillir un grand nombre des réfugiés burundais qui vivent sans assistance jusqu'à présent à part l'appui en vivre leur accordé par CARITAS/antenne d'Uvira.

Néanmoins, les réfugiés qui sont dans le camp de LUSENDA bénéficient d'une assistance en vivres et non vivres de la part de certaines organisations nationales et internationales.

2. d. Sur le plan économique

Les femmes et les hommes membres des mutuelles de solidarité s'inscrivent dans la dynamique-MUSO avec comme effet l'abandon jadis de l'état de désespoir vers un lendemain meilleur. Ce qui laisse affirmer que les vulnérables membres des MUSO sont généralement peu à peu en train de jouer leur rôle d'acteurs principaux du développement de leur communauté en ce sens que grâce aux mises effectuées dans les caissettes, ils s'octroient des microcrédits desquelles ils montent des A.G.R qu'elles exercent pour répondre tant soit peu aux multiples besoins au sein de leurs ménages. Néanmoins, les efforts consentis par les membres des MUSO sont aujourd'hui butés à la pourriture de la conjoncture économique liée à la dévaluation de la monnaie locale (francs congolais) face au dollar américain. Ce qui fait chuter à plus de 25% le capital des bénéficiaires accompagnés.

2. e. Sur le plan accessibilité

Globalement les routes nationales n°5 et n°2 qui traversent les zones d'intervention sont sécurisées par des Forces Armées de la République Démocratiques du Congo et régulièrement fréquentées par des éléments de la MONUSCO en patrouille mixte avec les forces de l'ordre. A l'intérieur de la zone le climat sécuritaire est relativement stable et ne peut pas jusqu'à présent paralyser l'ensemble des activités du projet.

D'autres organisations locales, nationales et internationales et agences onusiennes restent visibles dans le milieu avec accession à leur cible sans difficulté.

3. FOCUS SUR LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET MUNITIONS DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Les données actuelles démontrent que le phénomène groupe armé « Raia Mutomboki, RM en sigle » a été à la base de la prolifération des armes légères et munitions étant donné que les éléments de ses groupes rebelles ont tissés des relations avec des éléments de l'ordre mais aussi avec les membres de la communauté. De cette relation trilogique s'observe que d'une part, les forces armées loyales vendent illégalement les armes aux éléments « RM » à travers des intermédiaires civils. Ce lien entre les civils et les groupes armés Raia Mutomboki s'est noué depuis que ces rebelles se sont assignés comme objectif principal la sécurisation des civils contre les éléments de Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda qui semait terreur et désolation. Après leur succès contre les FDLR depuis 2011, les groupes rebelles Raia Mutomboki ont cependant commencé à s'attaquer contre les civils. Depuis Janvier 2016 à Chulwe et à Ihembe dans le territoire de Kabare (Nindja) la population a affirmé que les Raia Mutomboki se livrent aux actes de vandalisme contre certaines personnes opposées dans conflit successoral opposant deux frères de la famille royale, dont Marcel CIHUGO CANA NINDJA et Freddy BATAONA NA NINDJA. Les éléments Raia Mutomboki font des embuscades armées et ciblent souvent les bus qui transportent les gens aux marchés, et des collectes forcées. Des coupes de route sont surtout signalées sur le tronçon Chulwe-Kishadu. Ils sont aussi responsables pour des assassinats, viols, coups et blessures, vols et torture. Le groupement d'IREGABARONYI parmi les trois composants la chefferie de Nindja, est sous contrôle total des deux groupes rivaux de Raia Mutomboki. (Les RM fidèles au général autoproclamé LUKOBA, successeur du général autoproclamé Nyanderema contre les éléments Mukombozi, Blaise Lukisa et Blaise Lukisa fils successeur de son père feu général Gaston Lukisa.

La chefferie de NINDJA située sur les 695km² est composée de trois groupements dont le groupement de LUHAGO, d'IREGABAGONYI et d'IHEMBE. Qu'il n'en déplaise de constater que sur cette petite superficie existent au moins 3 généraux rebelles autoproclamés qui se disputent un leadership à cause d'une part de l'existence des minerais dans la zone (or et cassitérite) mais aussi et surtout à cause de la quasi absence de l'autorité de l'Etat depuis bientôt 5ans et qui n'a commencé à se rétablir qu'avec le déploiement d'une dizaine des FARDC et de la PNC bien que du reste demeurent minimales.

Dans un tel climat les armes et leurs munitions grouillent le territoire de Kabare (partie nord-ouest avec aujourd'hui des retombées sur la population de la partie sud où l'on a depuis fin 2015 accueilli des centaines des familles déplacées fouillant le conflit coutumier opposant deux princes dans un litige de succession.

La circulation des armes et munitions dans la ville de Bukavu est depuis la résurgence des guerres civiles dans le pays paru comme un fait bénin pourtant pareille pratique constitue une infraction en droit pénal militaire congolais sous la

qualification de détention illégale d'armes et munitions. Ceci car, la gestion du registre de dépôt des armes et munitions est géré depuis deux ans au crayon avec des ratures sans que cela soit dénoncé.

Nul n'ignore plus dans la ville de Bukavu qu'en cas de besoin pour se procurer une arme il suffit de réunir une somme de 50\$ pour s'acheter une AK 47 et ses quelques munitions. Ceci est à l'origine de la pratique incontrôlée de vol à main armée bien que, la ville soit fortement militarisée et sécurisée.

4. ACTIVITES REALISEES DU 1^{er} MARS 2016 AU 25 SEPTEMBRE 2017

N°	Période	Activités	Lieu et cible	Résultats	Progrès/ tendance vers changement	Défis	Moyen de contournement	Observation
		Animation de l'atelier de formation sur la résolution 1325 et la dimension genre durant, et après la période des conflits armés à l'Est de la RD Congo à l'intention des défenseurs des droits humains de CIBANDA;	-5 défenseurs des droits humains formés et recrutés comme para juristes de l'organisation dont 2 dans la ville de Bukavu et 3 dans le territoire de Kabare.	100% défenseurs des droits humains de CIBANDA (groupement de Mumosho et Mudusa) ont été formés sur la 1325 et la dimension genre durant, pendant et après la période des conflits armés à l'Est de la RD Congo	-Les femmes et filles exercent des activités jadis réservées aux seuls hommes ; -Grâce à la sensibilisation sur le contenu de la résolution 1325 (femme, paix et sécurité), les femmes ont pris l'engagement d'en faire restitutions répétitives dans leurs ménages.	-Le climat sécuritaire reste toujours précaire, ce qui fait que les efforts consentis soient observé à un niveau bas ; -Il reste un plus grand nombre des femmes paysannes qui ne sont pas formées jusqu'à présent sur la compréhension du genre et la 1325.	-Renforcement des sensibilisations sur la lutte contre la discrimination basée sur le sexe ; -Implication de plus d'hommes dans l'approche masculinité positive	Les coutumes rétrogrades défavorables à l'épanouissement intégral de la femme sont les unes des causes de conflits sociaux dans la société congolaise. Cela signifie qu'il sied de travailler sur ces coutumes en impliquant leurs garants dans un changement positif.
		Installation d'une clinique juridique à NYANTENDE (Kabare sud)	5 para juriste formés dont 2 femmes et 3 hommes gèrent la clinique	-7Cas de conflits fonciers réglés à l'amiable ; -15 cas d'arrestation pour	La clinique juridique facilite un rapprochement entre la justice et	-La clinique juridique fonctionne sans appui bien que le besoin soit	-Renforcer la mobilisation des membres sur leur participation	-Les activités de la clinique juridique réduisent sensiblement le

			juridique opérationnelle à NYANTENDE	dette monitorés ont bénéficié d'un accompagnement pré-juridictionnel gratuit -34 dossiers de VSBG pris en charge.	les justiciables dans un milieu où	élevé dans la communauté ; -Le nombre de para juristes formés à ces jours demeure insignifiant pour couvrir la zone d'intervention.	dans le fonctionnement de la clinique juridique ; -Recherche des partenaires pouvant répondre au besoin de la population de la ville de Bukavu et du territoire de Kabare en leur facilitant l'accès facile à la justice.	risque de résurgence de plusieurs conflits dans la communauté ; -Des personnes et familles hier radicalement opposées, vivent aujourd'hui en paix dans un contexte non-violent.
		Activités de routine consistant au suivi hebdomadaires des mutuelles de solidarité.	409 femmes et hommes membres de 20 MUSO à ces jours accompagnés.	-80% de membres des 20 mutuelles de solidarité opérationnelles à faciliter la réinsertion et réintégration socioéconomique et l'atteinte de l'homéostasie ; -La dynamique des membres a réduit	Les bénéficiaires travaillent activement pour la restauration de la paix dans leurs milieux en impliquant leurs conjoints et conjointes, leurs enfants ainsi que membres de la communauté.	-La conjoncture économique actuelle très difficile ne facilite plus aux membres de 20 mutuelles de cotiser régulièrement dans leurs caissettes ; -Des cas de vols à main armée	-Sensibilisation régulière des membres sur l'importance de leur autonomisation ; -Conscientisation des bénéficiaires sur l'organisation des patrouilles	Les activités des mutuelles de solidarité évoluent normalement en dépit de la recrudescence des cas de vols à mains armées insécurisant toute la population.

				sensiblement les conflits sociaux entre les membres et dans toute la communauté ; -69 missions de suivi à domicile organisées dans 20 MUSO accompagnées techniquement.		inquiètent de temps en temps les bénéficiaires qui se limitent à dénoncer mais dans un contexte d'impunité, les criminels circulent et opèrent librement.	mixtes (police et jeunes civils).	
		Conscientisation sur la lutte contre la justice populaire dans la ville de Bukavu	250 jeunes membres de 11 églises ciblées dans la ville de Bukavu	11 ateliers de conscientisation sur la lutte contre la justice populaire organisés dans 11 églises locales à l'occasion des cultes de jeunes.	Les responsables des églises ciblées ont opté un changement dans la liturgie des jeunes en intégrant des thèmes sur la restauration de la paix, sur la résolution et transformation des conflits et sur la non-violence.	Manque de moyens suffisants pour atteindre une plus grande cible dans la ville de Bukavu où des cas de justice populaire gagnent du jour le jour de la place à cause l'impunité.	Interpellation des autorités sur des cas d'impunité par voie de dénonciation et plaidoyer.	La population de Bukavu comprend de plus en plus que la culture de justice populaire est un mauvais legs aux jeunes enfants qui observent publiquement les scénarios de lynchage.
		Activités de routine liées au suivi	1500 femmes et hommes membres de 35	-Elaboration d'un catalogue des thèmes	La population s'implique dans la dynamique du	Manque de moyen à dehors des cotisations	Accompagnement technique régulier des	-Adhésion massive d'autres personnes dans

		hebdomadaires des mutuelles de solidarité.	MUSO à ces accompagnées à ces jours.	d'animation dans des mutuelles de solidarité ; -84 suivis des MUSO par les animateurs bénévoles du projet ; -Création de 15 autres mutuelles de solidarité dans le territoire de Kabare et dans la ville de Bukavu	groupe MUSO après avoir compris le rôle de ces structures dans la lutte contre l'insécurité, dans la préservation de la paix, dans la résolution et transformation des conflits de tout genre dans la communauté.	volontaires et irrégulières des membres ; Contexte sécuritaire volatil.	animateurs dans esprit de bénévolat.	les activités des mutuelles de solidarité. Ce qui a été à la base de la création des nouvelles MUSO ; -Le dynamisme des membres a facilité la croissance des mutuelles de solidarité et le nombre des membres.
		Conception et élaboration de deux projets dont l'un sur la résolution des conflits et préservation de la paix et l'autre sur l'autonomisation des victimes des conflits armés	1000 personnes membres de la société civile majoritairement des jeunes filles et garçons.	-Existence d'un projet d'éducation à la paix en milieu scolaire et communautaire au profit des jeunes directement et indirectement affectés par les conflits pour les élections démocratiques et transparentes ; -Existence d'un projet sur l'autonomisation	-Renforcement de la constitution d'une base de données mise à jour ; -Connaissance sur le problème, les besoins et es solutions liés à la restauration de la paix, à la résolution non-violente des conflits et au développement durable des citoyens.	Manque de financement pour financer les projets sur la table en dépits des urgences justifiées par le contexte sociopolitique et sécuritaire particulièrement difficile.	Les études de base menées avant l'élaboration des deux projets aujourd'hui en attente de financement ont permis de comprendre davantage les causes profondes des conflits récurrents dans la	Les personnes avec lesquelles AJPD-RDC travaille sont des femmes et des filles, des hommes et des garçons ayant chacune et chacun des traumatismes, des mauvais souvenirs des conflits armés répétitifs. Leur esprit de vengeance,

				des personnes vulnérables affectées par les conflits armés dans la province du Sud-Kivu.			communauté des bénéficiaires.	d'hostilité, de haine et d'indifférence aux conséquences actuelles de ces conflits qui secouent la sous-région des grands lacs africains et de la RD Congo spécifiquement.
--	--	--	--	--	--	--	-------------------------------	--

5. CONCLUSION

ACTIONS POUR LA JUSTICE, LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT, œuvre dans la province du Sud-Kivu dans un contexte particulièrement difficile.

La première difficulté résulte de l'environnement dans lequel évoluent tant les bénéficiaires directs des activités que du staff de 13 agents bénévoles. Il s'agit d'un environnement sociopolitique très tendu, marqué par des violations des droits humains sans que la justice face loyalement l'œuvre dévolue à sa charge. C'est ainsi que l'impunité ayant déjà gangrené tout le système judiciaire congolais est aujourd'hui à la base de plusieurs incidents déplorables dans la ville de Bukavu à savoir : des assassinats généralisés, des cas de justice populaire, des cas de vols à mains armées organisés et effectués par des criminels bien connus et identifiés mais qui circulent librement.

Les agents de l'organisation ne sont des simples bénévoles mais plutôt vraiment des humanistes au service des personnes en détresse.

Ce rapport présente le tableau des activités par les agents d'AJPD-RDC dans les deux zones d'intervention actuellement prioritaire à savoir, la ville de Bukavu et le territoire de Kabare.

Des progrès significatifs ont été enregistrés au cours de l'exercice 2016, en ce sens que, le nombre des mutuelles de solidarité (MUSO) est passé de 20 à 35 avec un grand taux d'adhésion des hommes et de femmes évalués aujourd'hui à 1091.

Les défis sont nombreux et peuvent être analysés à deux points de vue :

1. La persistance de crise politique en RD Congo est aujourd'hui à l'origine de la circulation des armes légères causant qui menacent gravement la paix et la sécurité des citoyens avec la prolifération et activisme des groupes et bandes armés ;
2. Le manque d'appui extérieur pour soutenir les activités de l'organisation est un frein au changement envisagé par AJPD-RDC dans la lutte pour la paix, la résolution des conflits dans un Congo où règne la justice équitable pour un développement durable des citoyens.

A cet effet, les GAPs sont toujours nombreux et justifiés par l'absence des partenaires pouvant donc soutenir les actions sur le terrain.

Les leçons apprises servent chaque fois dans l'amélioration des stratégies et approches empruntées dans l'exécution des activités sur le terrain.

C'est ainsi que, les mutuelles de solidarité (MUSO) ayant fait preuve de leurs avancées dans la restauration de la paix à travers la cohabitation pacifique, dans la résolution des conflits ; elles ont servi à monter un nouveau projet d'éducation à la paix en milieu communautaire et scolaire avec la transformation de ces MUSO en

Mécanismes Communautaires de Cohabitation Pacifique des personnes vulnérables et des victimes des conflits armés en RD Congo.

Les photos ci-dessus donnent l'impression sur le contexte dans lequel AJPD-RDC mène ses activités au Sud-Kivu.



A gauche, photo d'injustice populaire ayant conduit à l'incendie du parquet près le Tribunal de Grande Instance de Kavumu dans le territoire de Kabare.

A droite, photo d'une maison d'un présumé voleur à main armé dans le territoire de Kabare.



Photo de la MUSO « CINYABUGUMA » de Nyantende (territoire de Kabare) en séance de thérapie communautaire et conscientisation sur le leadership féminin.